



CHAPITRE 116

Loi constituant en corporation Romaine River Railway Company

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

Préambule.

ATTENDU que le lieutenant-gouverneur en conseil, par l'arrêté en conseil (no 1662), en date du 10 décembre 1948, a autorisé Allard Lake (Québec) Mines, Limited, (ci-après appelée, "la compagnie minière") suivant les dispositions des articles 127 et 128 de la Loi des mines de Québec, à construire un tramway d'une longueur de vingt-sept (27) milles des environs du lac Tio dans le canton de Têtu, au quai de chargement du Havre Saint-Pierre, comté de Saguenay sur la côte nord du fleuve Saint-Laurent (ci-après appelée, "ladite ligne de chemin de fer") à certaines conditions y stipulées; et

Attendu que la compagnie minière, conformément à cette permission, est à construire présentement la dite ligne de chemin de fer; et

Attendu qu'une des conditions spécifiées dans l'arrêté en conseil susdit quant à l'exploitation de ladite ligne de chemin de fer était qu'une demande de charte soit faite à la Législature de Québec afin de fixer les conditions additionnelles d'exploitation de ce chemin de fer; et

Attendu que la compagnie minière et les pétitionnaires nommés à l'article 1 de la présente loi, en conformité des conditions susmentionnées, ont demandé par leur pétition conjointe, qu'une compagnie soit constituée en corporation, afin qu'entre autres choses elle prenne à sa charge, exploite et entretienne la ligne de chemin

CHAPTER 116

An Act to incorporate Romaine River Railway Company

[Assented to, the 10th of March, 1949]

Preamble.

WHEREAS, the Lieutenant-Governor in council, by Order in Council (No. 1662), dated the 10th of December, 1948, gave permission to Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd. (hereinafter, called "the Mining company") pursuant to the provisions of Sections 127 and 128 of the Quebec Mining Act, to construct a tramway twenty-seven (27) miles in length from the vicinity of Lake Tio, in the Township of Têtu, to the loading wharf on the shore of the St. Lawrence River at Havre St. Pierre, county of Saguenay (hereinafter, called "the said line of railway") upon certain conditions therein set forth; and

Whereas, the Mining Company, pursuant to such permission, is now engaged in the construction of said line of railway; and

Whereas, one of the conditions specified in the aforesaid Order in Council for the operation of said railway was that application should be made to the Quebec Legislature for a charter fixing the additional conditions for the operation of this railway; and

Whereas, the mining company and the petitioners named in section 1 of this act, in compliance with the conditions aforementioned, have, by their joint petition, prayed that a company be incorporated, among other things to take over, operate and maintain the line of railway or tramway mentioned in said Order in Council,

de fer ou tramway mentionnée dans ledit arrêté en conseil, et qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

and it is expedient to grant the prayer of the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Corporation constituée.	1. Alexander Hugh Robertson de la cité de Montréal, ingénieur minier, Herbert Patrick Dickey, de la cité de Montréal, ingénieur minier, Valmore Armand de Billy, de la cité de Lévis, avocat, John Layton McKeen, comptable agréé, de la cité de Montréal, et tous ceux qui dorénavant deviendront actionnaires de la compagnie, constituée en corporation par les présentes, sont déclarés constitués en corporation sous le nom de Romaine River Railway Company (ci-après appelée "la compagnie de chemin de fer").	1. Alexander Hugh Robertson of the city of Montreal, mining engineer, Herbert Patrick Dickey, of the city of Montreal, mining engineer, Valmore Armand de Billy of the city of Levis, barrister-at-law, John Layton McKeen, chartered accountant, of the city of Montreal, and all others who may hereafter become shareholders in the company hereby incorporated, are hereby constituted and are declared to be a corporation under the name of Romaine River Railway Company (hereinafter, called "The Railway Company").	Incorporation.
Nom.			Name.
Directeurs provisoires.	2. Les personnes nommées à l'article 1 de la présente loi seront les directeurs provisoires de la compagnie de chemin de fer.	2. The persons named in section 1 of this act shall be the provisional directors of the railway company.	Provisional directors.
Capital.	3. Le capital initial autorisé de la compagnie de chemin de fer sera de trois millions de dollars (\$3,000,000) divisé en trente mille (30,000) actions de cent dollars (\$100) chacune.	3. The initial authorized capital stock of the railway company shall be three million dollars (\$3,000,000) divided into thirty thousand (30,000) shares of one hundred dollars (\$100) each.	Capital stock.
Augmentation.	4. Suivant les dispositions du paragraphe 27° de l'article 9 de la Loi des chemins de fer de Québec, le capital autorisé de la compagnie de chemin de fer pourra être augmenté de temps à autre par règlement de la compagnie.	4. Subject to the provisions of subsection 27 of section 9 of the Quebec Railway Act, the authorized capital stock of the railway company may be increased from time to time by by-law of the company.	Increase.
Bureau principal.	5. Le bureau principal de la compagnie de chemin de fer sera dans la cité de Montréal.	5. The head office of the railway company will be in the city of Montreal.	Head office.
Assemblée annuelle.	6. L'assemblée annuelle de la compagnie de chemin de fer aura lieu à la date et à l'endroit fixés de temps à autre par règlement de la compagnie.	6. The annual meeting of the railway company shall be held on such date and at such place as may be fixed from time to time by by-law of the railway company.	Annual meeting.
Bureau de direction.	7. Le bureau de direction sera d'au moins trois et d'au plus neuf directeurs, tel que prévu de temps à autre dans les règlements, une majorité desquels formera quorum.	7. The board of directors shall not be less than three nor more than nine, as shall from time to time be provided in the by-laws, a majority of whom shall constitute a quorum.	Board of directors.

Règle-
ments.

8. Une assemblée générale des actionnaires de la compagnie de chemin de fer sera convoquée en tout temps après l'adoption de la présente loi par deux des directeurs provisoires et tenue au lieu, et à la date qu'ils fixeront dans la cité de Montréal, afin d'adopter ou de confirmer les règlements de la compagnie de chemin de fer, d'élire les directeurs et de voir à toute autre affaire mentionnée dans l'avis de convocation de l'assemblée.

Avis.

9. Tous les avis d'assemblée générale ou spéciale des actionnaires de la compagnie de chemin de fer seront par écrit, mentionnant la date, le lieu et le but principal de l'assemblée. Ces avis seront signés par le secrétaire de la compagnie, ou toute autre personne désignée par les directeurs, selon le cas, et envoyés par la poste ou autrement à la dernière adresse donnée, à chacun des actionnaires de la compagnie de chemin de fer, tel que prescrit par les règlements.

Procédu-
res, etc.
ratifiées.

10. Toutes les procédures prises et ce qui a été entrepris jusqu'ici par la compagnie minière relativement à la dite ligne de chemin de fer, en conformité des autorisations et pouvoirs contenus dans l'arrêté en conseil, et dont mention a été faite ci-dessus, sont par les présentes ratifiées et confirmées.

Trans-
port.

11. La compagnie minière peut, à un moment quelconque ou de temps à autre, tel que convenu entre elles, transporter à la compagnie de chemin de fer tous ses droits, titres et intérêts dans et à la dite ligne de chemin de fer et toute et chacune des parties d'icelle, aux termes et pour telle considération en actions ou valeurs de la compagnie de chemin de fer (que la compagnie de chemin de fer est par les présentes autorisée à créer et émettre) ou en argent, tel qu'il pourra être convenu entre eux. La considération de ce transport, consistant soit en actions ou valeurs de la compagnie de chemin de fer, ou en argent, ou en partie sous une forme ou sous une autre, ou sous d'autres, sera considérée à toutes fins être le capital de la compagnie de chemin de fer dépensé pour les lignes du chemin de fer autorisé par la présente loi.

8. At any time after the adoption of By-laws. this act, any two of the provisional directors shall call a general meeting of the shareholders of the railway company to be held at such place in the city of Montreal, and at such time as they may determine, for the purpose of passing or confirming the by-laws of the railway company, for the election of directors and for conducting any other business specified in the notice calling the meeting.

9. All notices of general or special meetings of the shareholders of the railway company shall be in writing, specifying the date, place and general object of the meeting. Such notices shall be signed by the secretary of the company, or any other person designated by the directors, as the case may be, and sent by mail or otherwise to the last address given, to each shareholder of the railway company, as provided for in the by-laws.

10. All proceedings taken and things heretofore done by the mining company in connection with the said line of railway, pursuant to the authorities and powers contained in the Order in Council, to which reference hereinbefore has been made, are hereby ratified and confirmed.

Proceed-
ings, etc.
ratified.

11. The mining company may, at one time or from time to time, as shall be arranged between them, transfer to the railway company all of its right, title and interest in and to said line of railway and of every and any part thereof, on such terms and for such considerations in shares or securities of the railway company (which the railway company is hereby authorized to create and issue) or in cash, as may be agreed between them. The consideration for such transfer, whether consisting of shares or securities of the railway company, or cash, or partly in one form and partly in another, or others, shall be deemed for all purposes to be capital of the railway company expended upon the lines of railway authorized by this act.

Transfer.

Expro-
piation.

La compagnie minière peut engager et poursuivre toute procédure en expropriation et toutes autres procédures, accomplir tout autre acte ou chose qui pourrait être nécessaire, appropriée ou considérée recommandable soit quant à l'acquisition de terrains, d'intérêts ou de droits sur des terrains ou de tout autre actif et prendre n'importe quelle mesure ayant pour but la construction ou l'achèvement de la dite ligne de chemin de fer. La compagnie de chemin de fer, elle-même pourra à discrétion engager toute procédure ci-dessus, ou accomplir tous ces actes en son nom sans déposer aucun plan, carte, ou livre de renvoi autres que ceux déjà déposés par la compagnie minière, et après l'achèvement de la construction pourra exploiter ladite ligne de chemin de fer.

Délai.

12. Ladite ligne de chemin de fer devra être achevée et mise en opération dans les trois ans à compter de l'adoption de la présente loi. Les articles 179 à 181 inclusivement, et l'article 186 de la Loi des chemins de fer de Québec ne s'appliquent pas à ladite ligne de chemin de fer ni à la compagnie de chemin de fer.

Non voi-
turier or-
dinaire.

13. Vu que la ligne de chemin de fer est projetée, destinée et construite dans le seul but de relier les mines et ouvrages de la compagnie minière ou ceux de sa compagnie mère, Québec Iron and Titanium Corporation, aux environs du lac Tio au port du Havre Saint-Pierre dans le but de faire la manutention et le transport des minerais et autres produits des dites mines et de transporter les approvisionnements et l'outillage du port aux dites mines, la compagnie de chemin de fer ne sera pas considérée ni ne sera un voiturier ordinaire de marchandises ni un voiturier public de passagers; la compagnie de chemin de fer pourra toutefois transporter sur ses lignes de chemin de fer, ou par ses chemins ou facilités aériennes, les officiers, serviteurs, agents, employés et invités soit de la compagnie minière soit de sa parente, aux conditions convenues avec la compagnie de chemin de fer.

Disposi-
tions non
applica-
bles.

14. 1. Les dispositions de la Loi des chemins de fer de Québec concernant le transport des passagers et ses prescrip-

The mining company may conduct and carry on all expropriation proceedings and any other proceedings, do any other acts or things which may be necessary, appropriate, or considered advisable either for the acquisition of lands, interests or rights in lands or of other assets and take any and all action whatsoever which has for its object the construction and completion of said line of railway. The railway company may itself, at its discretion, conduct any and all of the foregoing proceedings, or do any and all such acts in its own name without filing any further or other plans, maps or books of reference other than those already filed by the mining company, and after completion of construction may operate said line of railway.

Expro-
piation.

Delay.

12. The said line of railway shall be completed and put into operation within three years from the passing of this act. Sections 179 to 181, inclusive, and section 186 of the Quebec Railway Act shall not apply to the said line of railway nor to the railway company.

Not com-
mon car-
rier.

13. Since the line of railway is intended, designed and constructed solely for the purpose of connecting the mines and works of the mining company or those of its parent company, Quebec Iron and Titanium Corporation, in the vicinity of Lake Tio with the port of Havre St. Pierre for the purpose of handling and transporting the ores and other products from said mines and hauling the supplies and equipment to said mines from the port, the railway company shall not be deemed to be, nor shall it be a public carrier of freight nor a common carrier of passengers; the railway company may, nevertheless, transport over its lines of railway, or by means of its highways or air facilities, the officers, servants, agents, employees and invitees of either the mining company or of its parent, on terms to be agreed upon with the railway company.

Provisions
of not to
apply.

14. 1. The provisions of the Quebec Railway Act respecting the carriage of passengers and the requirements thereof,

tions s'y rapportant ne s'appliqueront pas à la compagnie de chemin de fer.

Approba-
tion non
requise.

2. Nonobstant tout ce qui est contenu dans les articles 48 à 59 inclusivement, de la Loi des chemins de fer de Québec, les règlements, règles et ordres de la compagnie de chemin de fer concernant ou touchant les membres, officiers ou serviteurs de la compagnie de chemin de fer ou ceux de la compagnie minière ou de sa compagnie mère ne requièrent pas d'approbation.

Suspension
d'ex-
ploitation.

15. Vu que la productivité financière de la compagnie de chemin de fer dépendra du succès et de la continuité de l'exploitation de l'entreprise de la compagnie minière ou de sa compagnie mère, la compagnie de chemin de fer pourra suspendre ou cesser son exploitation si et quand les mines de la compagnie minière ou celles de sa compagnie mère seront fermées, à quelque moment que ce soit, et la compagnie de chemin de fer ne sera pas sujette à la saisie de ses biens en raison de telle fermeture.

Pouvoirs.

16. La compagnie de chemin de fer pourra aussi:

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 22 de l'article 9 de la Loi des chemins de fer de Québec (et nonobstant la limite de six milles prévue dans ce paragraphe), construire, outiller et exploiter des embranchements ou prolongements en toute direction de tout point sur ladite ligne de chemin de fer, à toutes mines ou propriétés minières tout tel embranchement ou prolongement ne devant pas dépasser toutefois, vingt-cinq milles de longueur;

2. Construire des grands chemins, des routes ou voies vers ou sur toutes propriétés minières;

3. Construire et exploiter des lignes téléphoniques ou télégraphiques ou des communications radiophoniques le long de ladite ligne de chemin de fer et embranchements et prolongements, et conclure des conventions avec toute autre compagnie de télégraphe, téléphone ou radio quant à l'échange ou transmission de messages et quant à l'exploitation d'une portion ou de toutes les lignes des parties contractantes;

incidental to the carriage of passengers, shall not apply to the railway company.

2. Notwithstanding anything contained in sections 48 to 59, inclusive, of the Quebec Railway Act, by-laws, rules and orders of the railway company relating to or affecting the members, officers or servants of the railway company or those of the mining company or its parent company shall not require approval.

No appro-
val re-
quired.

15. Since the earning power of the railway company will be dependent upon the successful and continuous operations of the undertaking of the mining company or of its parent, the railway company may suspend or cease operations if and when at any time the mining company's mines or those of its parent, are closed down, and the railway company shall not be liable to the sequestration of its properties by reason of such cessation.

Suspension
of
opera-
tions.

16. The railway company may also: Powers.

1. Subject to the provisions of subsection 22 of section 9 of the Quebec Railway Act (and notwithstanding the limitation of six miles in such subsection provided), construct, equip and operate branch lines or extensions in any direction from any point on the said line of railway, to any mines or mining properties, not exceeding, however, twenty-five miles in length in any such branch line or extension;

2. Construct highways, roads or ways to or upon any mining properties;

3. Construct and operate telegraph and telephone lines or radio operations along the said line of railway and branches and extensions, and may enter into agreements with any other telegraph, telephone or radio company for exchange and transmission of messages and for the working in part or in whole of the lines of the contracting parties;

4. Acquérir, posséder, louer, aliéner ou céder tous biens meubles ou immeubles faisant partie de ses entreprises ou s'y rapportant;

5. Acquérir, construire, avoir, entretenir et employer des camions ou véhicules automobiles pour le transport des marchandises sur tous grands chemins, routes ou voies, et des aéroplanes et autres appareils aériens pour ce transport par air, ainsi que toutes propriétés et facilités nécessaires ou désirables se rapportant à leur emploi;

6. Faire des arrangements avec des municipalités quant à la construction, l'entretien et l'exploitation de ses entreprises;

7. Acquérir, louer, posséder, employer et exploiter ses ouvrages et entreprises, et les vendre ou louer en totalité ou en partie à toute autre compagnie autorisée à les acquérir; acquérir en son nom ou au nom de cette autre compagnie, les biens, pouvoirs, droits, privilèges et franchises, ou toute partie d'iceux, de toute autre compagnie de chemin de fer ou de transport et en user; émettre son capital versé ou valeurs mobilières pour tous biens ou intérêts en iceux construits ou acquis en tout temps par la compagnie minière, la compagnie mère ou la compagnie de chemin de fer; fusionner et consolider ses ouvrages et entreprises avec ceux de toute autre compagnie à ce autorisée, à tels termes et conditions convenus entre les parties contractantes.

Techni-
ciens.

17. La compagnie devra donner la préférence aux techniciens diplômés des universités et écoles de la province de Québec, dans la mesure où il y en aura de disponibles possédant les qualifications nécessaires, dans les emplois d'ordre technique qui résulteront de la construction, l'exploitation et l'entretien dudit chemin de fer; et la compagnie de chemin de fer devra de même accorder généralement la préférence aux ouvriers de la province et en particulier à ceux du comté de Saguenay.

Arrange-
ments.

18. La compagnie de chemin de fer pourra aussi conclure des arrangements

4. Acquire, hold, lease, alienate or convey all movable or immovable property in connection with or forming part of its undertakings;

5. Acquire, construct, own, maintain and operate motor trucks or motor vehicles for the carriage of traffic upon any highways, roads or ways, and aeroplanes and other aerial equipment for the carriage thereof by air, together with all properties and facilities necessary or desirable in connection with the operation thereof;

6. Enter into agreements with municipalities with respect to the construction, maintenance and operation of its undertakings;

7. Acquire, lease, hold, use and operate its works and undertakings, and sell or lease the same in whole or in part to any other company authorized to acquire the same; acquire and exercise the properties, powers, rights, privileges and franchises, or any part thereof, of any other railway or transportation company either in its own name or in the name of such other company; issue its paid-up capital stock or securities for any properties or interests therein at any time constructed or acquired by the mining company, its parent or the railway company; amalgamate and consolidate its works and undertakings with the works and undertakings of any other company thereto authorized, on such terms and conditions as may be agreed upon by and between the contracting parties.

Techni-
cians.

17. Preference shall be given to engineers and technicians graduated from the universities and schools of the Province of Quebec, in so far as available, and having the necessary qualifications, in its employment of technical men required in the construction, operation and maintenance of said railway; and the railway company shall likewise give preference in general to the workmen of the Province and especially to those of Saguenay County.

Agree-
ments.

18. The railway company may also enter into agreements with any other

avec toute autre compagnie de chemin de fer ou de transport par eau:

1. Afin de faire entre elles les raccordements de voies ferrées ou de transport, pour l'échange des marchandises, et la répartition des taux s'y rapportant;

2. Pour employer les facilités ferroviaires de l'une ou l'autre partie ou pour l'exploitation ou le déplacement des trains ou wagons de l'une ou l'autre partie sur les lignes ou rails de l'autre;

3. Quant à l'exercice, par l'une des parties, des pouvoirs, droits ou privilèges de l'autre, se rapportant à ce qui précède.

Émission
d'obliga-
tions.

19. La compagnie de chemin de fer pourra émettre des bons, obligations, billets ou autres valeurs mobilières jusqu'à concurrence de cent cinquante mille dollars (\$150,000) par mille de chemin de fer, embranchements et prolongements que ladite compagnie est par la présente loi autorisée à construire ou compléter, et ces bons, obligations, billets ou autres valeurs mobilières ne pourront être émis qu'en proportion de la longueur du chemin de fer et des embranchements construits ou pour lequel un contrat de construction est accordé.

Disposi-
tions ap-
plicables.

20. Les dispositions de la Loi des chemins de fer de Québec et ses modifications sauf ce qui est expressément excepté ou à l'encontre des prescriptions de la présente loi, s'appliqueront à la compagnie de chemin de fer quant à la construction, l'exploitation et l'entretien de ladite ligne de chemin de fer ou ses embranchements ou prolongements, mais ne s'appliqueront pas à la compagnie de chemin de fer en ce qui concerne ses autres pouvoirs, lesquels devront s'exercer en conformité de la Loi des compagnies de Québec et les dispositions des autres lois générales de la province, sauf dans le cas de dérogation ou d'incompatibilité avec la présente loi.

Entrée en
vigueur.

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

railway company or water transportation company:

1. For the making of railway or transportation connections between them, for the interchange of traffic, and the apportionment of tolls in respect thereof;

2. For the use of railway facilities of either party or for the operation or movement of trains or cars of either party over the lines or tracks of the other;

3. For the exercise, by either party, of any powers, rights or privileges of the other, incidental to the foregoing.

19. The railway company may issue bonds, debentures, notes or other securities to the extent of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000) per mile of the railway, branches and extensions which said company is by this act authorized to construct or complete, and such bonds, debentures, notes or other securities may be issued only in proportion to the length of railway and branches constructed or under contract to be constructed.

Bond
issue.

20. Save where expressly excepted or where inconsistent with the provisions of this act, the provisions of the Quebec Railway Act and amendments thereto shall apply to the railway company in respect of the construction, operation and maintenance of the said line of railway or branches therefrom or extensions thereof, but shall not apply to the railway company as regards its other powers, which shall be exercised in accordance with the Quebec Companies Act and with the provisions of the other general laws of the Province, except in case of express derogation of or incompatibility with this act.

Provi-
sions to
apply.

21. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.